

PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

Affaire suivie par Mme NUCHO

☎ 03.86.60.71.43

☎ 03.86.60.72.51

✉ jacqueline.nucho@nievre.pref.gouv.fr

N° 2009-P- 1366

ARRÊTÉ

portant mise en demeure de la Société SADE CGTH
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2007-P-1778 du 30 mars 2007
autorisant la poursuite et l'extension de l'exploitation du centre de stockage de déchets
non dangereux situé sur la commune de LA FERMETE

LE PREFET DE LA NIEVRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,
- VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, relatif aux installations de stockage de déchets non-dangereux,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-P-1778 du 30 mars 2007 autorisant la Société SADE CGTH à poursuivre et à étendre l'exploitation de son centre de stockage de déchets non dangereux situé sur la commune de LA FERMETE,
- VU** la fiche des constatations de l'inspection des installations classées en date du 29 avril 2009,

CONSIDÉRANT l'incendie qui s'est déclaré le 21 avril 2009 aux alentours de 17h45 sur le centre de stockage de déchets non dangereux exploité par la société SADE CGTH à LA FERMETÉ ,

CONSIDÉRANT l'inspection réalisée par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement le lendemain du sinistre,

CONSIDÉRANT que le personnel intérimaire, rencontré au cours de cette inspection, n'était pas formé sur la conduite à tenir en cas d'incident,

CONSIDÉRANT qu'aucune consigne concernant la conduite à tenir en cas d'incident n'était affichée dans les locaux d'accueil,

CONSIDÉRANT que le recouvrement des déchets stockés n'était pas assuré selon une périodicité hebdomadaire,

CONSIDÉRANT que l'ensemble des points listés ci-dessus constituent autant de non-conformités au regard des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2007 susvisé, aux articles 7.4.4, 7.7.4, 7.7.5 et 8.3.2

CONSIDÉRANT qu'en ne respectant les dispositions de son arrêté d'autorisation reprises ci-

dessus l'exploitant ne garantit pas en toutes circonstances, les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en matière de nuisances et de risques,

CONSIDÉRANT que selon l'article L.514-1-1 du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : PRESCRIPTIONS

En application de l'article L.514-1-1 du code de l'environnement, la société SADE CGTH, sise 11 rue des Perrières à NEVERS, est mise en demeure, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de se conformer aux prescriptions des articles 7.4.4., 7.7.4., 7.7.5., et 8.3.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-P-1778 du 30 mars 2007 susvisé.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

A défaut pour l'exploitant de mettre en oeuvre les dispositions fixées à l'article 1^{er}, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de DIJON) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Un extrait du présent arrêté, auquel sera joint notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de LA FERMETE et tenue à la disposition du public. Un extrait auquel sera joint toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre, le Directeur de la société SADE CGTH et le Maire de LA FERMETE sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

arrêté.

Une copie de cet arrêté sera adressée à :

- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Région Bourgogne, l'inspecteur des installations classées, subdivision de NEVERS,
- M. le Lieutenant-Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Nièvre à NEVERS,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture,
- Mme l'Architecte des Bâtiments de France, Chef du Service Départemental d'Architecture,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Fait à NEVERS, le 02 JUIN 2009

Le Préfet

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Michel PAILLISSÉ

